

dépensé au Canada à l'égard des exportations vers la Grande-Bretagne et d'autres pays européens au compte de l'Administration de la coopération économique.

**L'honorable M. McKeen:** Le total de nos exportations vers la région du sterling cette année est tombé à 750 millions. On a enregistré une baisse sensible en ce domaine. En 1949, le commerce atteignait 1,700 millions, et en 1941 il s'établissait à un milliard. On peut se rendre compte que malgré nos pertes de dollars provenant de l'Administration de la coopération économique, notre commerce d'exportation est satisfaisant. Voilà une des raisons qui nous permettent d'exécuter ce programme sans trop désorganiser l'industrie au Canada. Le Gouvernement a jugé à propos de ne demander l'autorisation d'appliquer les régies que dans la mesure où elles se révéleront nécessaires.

Je signale que nos dépenses aux fins de nouveaux placements cette année sont de l'ordre de 3,700 millions, soit une hausse de quatre dixièmes par rapport à 1949.

**L'honorable M. Euler:** Je désire poser une question, qui peut-être n'est pas opportune en ce moment. Sur les centaines de millions de dollars que le Canada a prêtés à la Grande-Bretagne et à certains pays européens, quel montant est encore disponible pour l'achat de marchandises au Canada?

**L'honorable M. McKeen:** Je ne possède pas la statistique actuelle, mais en m'enquérant l'an dernier j'ai appris que le montant au crédit au Royaume-Uni s'élevait alors à environ 100 millions. Il est probablement descendu maintenant à moins de 50 millions.

**L'honorable M. Euler:** Est-ce que les autres pays, tels la France, ont épuisé leurs crédits?

**L'honorable M. McKeen:** Sauf erreur, les autres pays possèdent un solde peu élevé. Je crois que certains n'ont laissé qu'une faible somme en vue de maintenir le compte ouvert. Si je me rappelle bien, la France avait presque épuisé son crédit. Si mon honorable ami désire des chiffres précis, je serai bien aise de les lui procurer.

**L'honorable M. Hayden:** Puis-je interrompre mon collègue? Les 750 millions d'exportations sont-elles allées au Royaume-Uni ou à la zone du sterling?

**L'honorable M. McKeen:** A la zone du sterling.

**L'honorable M. Hayden:** Mon collègue dispose-t-il des chiffres relatifs aux exportations à tous les pays du bloc sterling?

**L'honorable M. McKeen:** Le chiffre de 750 millions de dollars a trait aux exportations vers la zone du sterling, tandis que la part du Royaume-Uni s'établit à 550 millions.

**L'honorable M. Hayden:** Mon collègue est-il en mesure de nous dire quelle proportion des exportations vers la zone du sterling s'est effectuée sous le régime de l'Administration de la coopération économique?

**L'honorable M. McKeen:** Les chiffres ne l'indiquent pas, mais si la somme de 300 millions de dollars mentionnée par mon collègue est exacte, environ le tiers seulement s'acheminerait vers la zone du sterling. La valeur de nos exportations vers tous les pays du bloc sterling pendant l'année en cours s'élèvera à 750 millions, dont 550 millions au Royaume-Uni.

**L'honorable M. Hayden:** Le sait-on vraiment, étant donné que la plupart de nos relations commerciales avec les pays du bloc sterling visent des exportations aux fins de l'Administration de coopération économique?

**L'honorable M. McKeen:** Nos exportations vers le Royaume-Uni ont accusé un léger fléchissement. En 1947 nous exportions des marchandises d'une valeur de 751 millions de dollars. Un grand nombre des achats se faisaient alors par l'entremise de l'Administration de coopération économique. D'autre part, pendant le même intervalle, nos achats au Royaume-Uni n'ont atteint que 189 millions. En portant nos achats de 189 millions à 250 millions, nous fournissons au Royaume-Uni des dollars supplémentaires qui lui permettent d'acheter les denrées dont il a besoin. Ce pays occupe à notre égard la même situation que la nôtre envers les États-Unis. Privé de dollars, le Royaume-Uni ne pouvait acheter chez nous, de sorte que lorsque nous ne lui achetions que pour une valeur de 189 millions, il ne pouvait effectuer d'achats chez nous au delà de cette somme. Afin de dépasser ce chiffre, il lui aurait fallu recourir à quelque autre genre de crédit, tel l'or, ou fournir certains autres services. Nous lui assurons maintenant au Canada un nouveau pouvoir d'achat de 150 millions.

**L'honorable M. Nicol:** Mon collègue voudrait-il nous dire où il a puisé les chiffres qu'il nous a fournis relativement à la production nationale?

**L'honorable M. McKeen:** Ils émanent du ministère du Commerce. Je me les suis procurés du Bureau fédéral de la statistique. A ce propos, je conseille fortement à tous les sénateurs d'obtenir de ce bureau un exemplaire de la brochure intitulée: *Le Canada à*